

Rencontre AACC Club Épargne

13 décembre 2022

A l'Établissement Hôtelier Alexandre Dumas

17 janvier 2023

En visioconférence

L'urgence climatique



Accélération du réchauffement en France

- L'été 2022 a été marqué par des canicules, sécheresses, incendies, orages
- Si maintien des émissions de gaz à effet de serre, la hausse des températures serait de 3,8°C en 2100
- Evolution des projections de températures en 2100 par rapport à la période 1900-1930



Accélération du réchauffement en France (suite)

- Peu émetteur en gaz à effet de serre :
moyenne annuelle + 2,3°C, moyenne estivale + 3°C
- Intermédiaire :
moyenne annuelle +3,8°C, moyenne estivale +5,1°C
- Très émetteur :
moyenne annuelle +6,7°C, moyenne estivale +8,9°C



Accélération du réchauffement en France (suite)

- La France en 2020 s'est déjà réchauffée de 1,7°C depuis 1900-1930 contre 1,2°C à l'échelle mondiale
- Rythme élevé +0,36°C de hausse par décennie
- Les émissions baissent en France mais le rythme est insuffisant.



Le défi de la sobriété pour la France

Répartition des 9,9 tonnes d'émission en Kilos équivalents CO_2 par habitant en France en 2019

- Transports 2 650 Kg
- Alimentation 2 350 Kg
- Habitat 1 900 Kg
- Consommation 1 600 kg
- Dépenses Publiques 1 400 kg

Le défi de la sobriété pour la France (suite)

Détail des transports : 2 650 Kg

- Véhicules : 2 030 Kg
- Avions : 430 Kg
- Autres : 190 Kg (voie maritime et fluviale, train)



Le défi de la sobriété pour la France (suite)

Détail de l'alimentation : 2 350 Kg

- Viandes : 920 Kg
- Boissons : 450 Kg
- Lait et œufs : 390 Kg
- Fruits et légumes : 240 Kg
- Poissons : 120 Kg
- **Autres** (*légumineuses, céréales, sucres...*) : 230 Kg

Le défi de la sobriété pour la France (suite)

Détail de l'habitat : 1 900 Kg

- Gaz et fioul : 1 180 Kg
- Construction : 440 Kg
- Électricité : 160 Kg
- Déchets, eau : 120 Kg

Le défi de la sobriété pour la France (suite)

Détail de la Consommation : 1 600 Kg

- Maison : 530 Kg
- Loisirs : 320 Kg
- Electronique, télécoms : 180 Kg
- Vêtements : 170 Kg
- Assurance, banque, santé, éducation : 160 Kg
- Autres (commerce, activités juridiques...): 240 Kg

Le défi de la sobriété pour la France (suite)

Détail des Dépenses Publiques : 1 400 Kg

- Administration, défense : 310 Kg
- Enseignement : 300 Kg
- Santé : 230 Kg
- Infrastructure : 200 Kg
- Sport, culture : 90 Kg
- Autres (*actions sociales, transports.....*) : 230 Kg



Emissions de CO² en tonnes/personne et par an en 2019 dans les régions du Monde

- Monde : 6,6 t
- Afrique subsaharienne : 1,6 t
- Asie du Sud et du Sud Est : 2,6 t
- Amérique Latine : 4,8 t
- Afrique du Nord et Moyen Orient : 7,4 t
- Asie de l'Est : 8,6 t



Emissions de CO² en tonnes/personne et par an en 2019 dans les régions du Monde

- Russie et Asie Centrale : 9,9 t
- Amérique du Nord : 20,8 t
- Europe : 9,7 t
- 3,4 : le nombre de tonnes de CO² par personne dans le Monde en 2050 pour limiter le réchauffement



Progrès insuffisant en 2022 au niveau mondial pour lutter contre le réchauffement (ONU)

- Les promesses des pays mènent vers un réchauffement de 2,4°C à 2,6°C en 2100
- Si poursuite des politiques actuelles la hausse de la température serait de 2,8°C en 2100
- Les émissions de CO² seraient de 40,6 milliards de tonnes en 2022, en hausse de 1% sur 2021
- Baisse des émissions de CO² de 5,4% en 2020 et remontée de 5,1% en 2021



Progrès insuffisant en 2022 au niveau mondial pour lutter contre le réchauffement (ONU) (suite)

- Point haut des émissions de gaz à effet de serre attendu en 2025
- Le budget carbone restant (cumul des émissions) s'est très rétréci
- Plafond du cumul des émissions de CO_2 avant neutralité carbone : 380 milliards de tonnes
- Baisser les émissions de 1,4 milliard de tonnes par an pour une neutralité carbone en 2050



Les investissements pour le climat en France

2011 : 47 Mds € - 2020 : 66 Mds € - 2021: 84 Mds €

- Répartition des 84 Mds € de 2021 :
 - ✓ Performance des bâtiments neufs : 26,7%
 - ✓ Rénovation des bâtiments : 24,0%
 - ✓ Infrastructure de report modal : 16,0%
 - ✓ Véhicules bas carbone : 17,3%
 - ✓ Énergies renouvelables : 10,7%
 - ✓ Nucléaire : 5,3%



Les investissements pour le climat en France (suite)

- Pour atteindre la neutralité carbone, nécessité d'augmenter les investissements de 13 à 30 Mds € par an entre 2022 et 2030
- Diviser par 2 les investissements fossiles de 62 Mds € en 2021



Évaluation macroéconomique de la transition écologique note de Jean Pisani-Ferry

- Elle va conduire à un changement profond du modèle de développement.
- Des chocs négatifs sur le croissance, l'emploi, les investissements, l'inflation et les inégalités
- Pour atteindre la neutralité carbone en 2050 porter progressivement les investissements par an jusqu'à 70 Mds € en 2030
- Comment répartir les efforts (État, entreprises, particuliers)

Situation économique et financière



Croissance

- Ralentissement de la croissance mondiale plus fort que prévu : 3,0% en 2022 et 2,2% en 2023.
- Le PIB de l'UE, plus solide que prévu, devrait augmenter de 3,3% en 2022. Faible croissance attendue en 2023, + 0,3 % et + 1,6% en 2024
- Selon la BdF, progression du PIB en France meilleure que prévu en 2022, + 2,6%. Un net ralentissement dès l'hiver. Une variation du PIB 2023 dans une fourchette + 0,8% - 0,5%. Une reprise de la croissance en 2024 +1,8%



Inflation

- Forte inflation en 2022 dans tous les pays :
USA 7,7%, Zone Euro 9,9%, Allemagne 10,0%,
Angleterre 10,1% France 6,2% (données septembre et octobre)
- Baisse modérée de l'inflation en 2023 :
USA 3,4%, Zone Euro 6,1%, Allemagne 7,6%, France 4,7%.
- Les causes de l'inflation : prix de l'énergie,
guerre en Ukraine, hausse des prix de
l'alimentation, plans de relance antérieurs



Durcissement des politiques monétaires

- La FED, début novembre, a augmenté ses taux de 0,75% pour la 4^{ème} fois en 2022. Ils sont dans une fourchette de 3,75% à 4%.
- La BCE a augmenté ses taux de 0,75% en octobre, 3^{ème} augmentation en 2022. Le taux principal de refinancement des banques est de 2%. Une nouvelle hausse est prévue en décembre.
- La BCE a mis fin cet été à l'ère des taux négatifs.



Durcissement des politiques monétaires (suite)

- Le taux des émissions des bons du trésor à 10 ans en France est passé de 0,02% en juin 2020 à 2,59% en octobre 2022.
- En un an le monde occidental a opéré un virage économique majeur avec le retour de l'inflation.
- On revient vers un monde de taux d'intérêt plus normaux.
- Actuellement les taux corrigés de l'inflation restent négatifs. La tendance est à l'augmentation des taux réels



Inquiétudes sur les dettes

- Dette mondiale (en % du PIB) : 100% en 1970, 200% en 2007, 250% en 2022
- La France a la dette la plus forte de la zone euro en 2021
- Risque de crises financières comme au Royaume uni en septembre dernier
- Inquiétudes sur l'assurance vie et les fonds d'investissement à effet de levier



Les marchés financiers

- Fortes baisses des marchés actions depuis le début de l'année : S&P 500 -17% (plus bas - 27%) Nasdaq - 29% (- 36%) Cac 40 -7,3% (-21,3%).
- Le marché américain a perdu ses gains 2021. Résistance du marché français.
- Démonstration que les bourses sont dopées par les politiques monétaires des banques centrales.
- Chute vertigineuse des cryptomonnaies.



Le marché du travail

- Très bonne résistance du marché du travail dans les pays de l'OCDE
- Taux de chômage dans l'OCDE stable en septembre 2022 à 4,9%. Il est de 3,5% aux USA et de 6,6% en Zone euro
- Difficultés de recrutement dans tous les pays.
- En France stabilité du taux de chômage à 7,3% au 3^{ème} trimestre.
- Plus haut niveau du taux d'emploi des 15-64 ans depuis 1975

Loi de finances 2023

Loi de finances 2023

* prévision	2019	2020	2021	2022*	2023*
Croissance (% PIB)	1,8	-8,0	6,8	2,7	1,0
Déficit public (% PIB)	-3,1	-9,1	-6,5	-5,0	-5,0
Taux prélèvements obligatoires (% PIB)	43,8	44,5	44,3	45,2	44,7
Taux dépenses publiques (% PIB)	53,8	60,8	58,4	57,6	56,6
Dette publique (%PIB)	97,5	115,0	112,8	111,5	111,2
Inflation (%) hors tabac	0,9	0,2	1,6	5,4	4,3



Loi de finances 2023

* prévision	2019	2020	2021	2022*	2023*
Croissance en volume de la dépense publique	1,89	6,6	2,6	-1,1	-1,5
Croissance en volume de la dépense publique hors mesures d'urgence	1,4	1,2			
Balance commerciale en Mds €	-58	-65	-85	-156	-154
Charge de la dette en Mds €	40,3	36,2	36,8	51,4	51,7
Evolution des effectifs de la fonction publique de l'Etat	-6134	+6630	-157	+207	+10764

Loi de finances 2023 Solde général du budget de l'État

En Mds €	2020	2021	PLF 2022	Révisé 2022	PLF 2023
Dépenses nettes	443,4	488,5	461,5	513,4	500,2
Recettes nettes	270,7	317,0	307,7	340,1	345,1
Comptes spéciaux	-5,4	0,8		+0,7	-3,4
Solde général	-178,1	-170,7	-153,8	-172,6	-158,5



Loi de finances 2023 éléments importants

- La crise énergétique conduit à maintenir ouvertes les vannes budgétaires.
- Le bouclier tarifaire contre les prix de l'énergie coûtera 45 Mds €.
- Impôts : ni hausse, ni création de nouveaux impôts, pas de rupture avec la ligne tracée au 1^{er} quinquennat.



Loi de finances 2023 éléments importants

- Suppression pour 20% des ménages les plus aisés du 3^{ème} tiers de la taxe d'habitation : impact - 2,8 Mds €.
- Impôts de production des entreprises : suppression de $\frac{1}{2}$ de la CVAE : - 4 Mds €.
- La contribution des producteurs d'énergie renouvelable s'élèverait à 19 Mds €.



Loi de finances 2023 éléments importants

- Baisse de 1,5% des dépenses publiques en volume.
- Accroissement des effectifs de l'État de 10 764 personnes.
- Montant des nouveaux emprunts de l'Etat 270 Md€.
- Retour du déficit sous les 3% à la fin du quinquennat.



Sécurité Sociale : Budget 2023 Redressement temporaire

- Déficit ramené à 6,8 Mds € en 2023 contre 24,3 Mds € en 2021 et 17,8 Mds € en 2022.
- Taux de croissance en 2023 de l'ONDAM : 3,7%.
- Le déficit de la Sécurité Sociale continuerait de creuser pour atteindre 11,8 Mds € en 2026.
- La branche assurance vieillesse est la cause de la détérioration, son déficit passerait de 3,5 Mds € en 2023 à 15,9 Mds € en 2026.

Points divers



Le Bouclier Tarifaire

- Étude en novembre 2022 de l'Institut des politiques publiques IPP
- Bouclier tarifaire : moins mauvaise des solutions en dépit du coût élevé : 110 Mds € entre 2021 et 2023.
- Il a permis de limiter l'inflation, le choc négatif sur la croissance en générant un surcroît de 1,7 point de PIB en 2022



Le Bouclier Tarifaire suite

- Il a permis d'éviter un effet de spirale inflationniste.
- Il peine à soutenir les populations les plus affectées par la flambée de l'énergie.
- Impact de la flambée de l'énergie sur le niveau de vie : 5,8% pour les 20% les moins aisés et 3,1% pour les 20% les plus aisés.
- Comment mieux cibler les aides ?

Ouverture de la discussion